



Strasbourg, le 10 novembre 2022

CDDG(2022)17
Point 7 de l'ordre du jour

**COMITE EUROPEEN SUR LA DEMOCRATIE ET LA GOUVERNANCE
(CDDG)**

**LA NECESSITE D'UNE ADMINISTRATION PUBLIQUE VERTE
DANS LE CONTEXTE DE BONNE GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE :
ECHANGE DE BONNES PRATIQUES EUROPEENNES**

Conférence en coopération avec la Présidence islandaise
du Comité des Ministres

Note conceptuelle

Pour examen par le CDDG lors de sa 16^e réunion plénière
(28-29 novembre 2022)

Les membres du CDDG sont invités à :

- examiner et approuver l'organisation et le format préliminaire de la conférence
- suggérer des orateurs et des participants potentiels pour l'événement

Note du Secrétariat
établie par la
Direction générale de la démocratie et de la dignité humaine
Division de la gouvernance démocratique

Contexte et justification

La durabilité et l'orientation à long terme font partie des principes de la bonne gouvernance démocratique. Au cours des dernières décennies, le monde est de plus en plus confronté à des phénomènes météorologiques erratiques, entraînant des sécheresses, des inondations et des vagues de chaleur, avec des conséquences néfastes pour les populations et les écosystèmes. Il n'est donc pas surprenant que la résolution des problèmes liés au climat et à l'environnement figure en bonne place dans l'agenda politique de nombreux gouvernements des États membres du Conseil de l'Europe, de l'Union européenne et d'autres institutions multilatérales. Il existe également un consensus croissant sur l'urgence d'une transition vers une économie à faible émission de carbone. L'Accord de Paris en 2015 ainsi que le "Green Deal" européen à partir de 2020 ont fixé des objectifs ambitieux pour réduire les émissions de carbone et lutter contre le changement climatique. Si la transition vers une économie plus durable est une tâche qui incombe à l'ensemble de la société, le secteur public est idéalement placé pour jouer un rôle clé.

L'administration publique peut montrer la voie en matière de réduction des émissions de carbone, de meilleure gestion des ressources énergétiques et d'autres facteurs ayant un impact sur l'environnement. Une action décisive de la part de l'administration publique encouragera à son tour les particuliers, les organisations et les entreprises à jouer leur rôle. En fait, les administrations publiques de nombreux États membres ont déjà commencé à jouer un rôle de premier plan en fournissant des incitations politiques pour permettre la transition et en mettant en œuvre des changements internes dans leur propre modus operandi et leurs activités afin de minimiser leur propre impact direct et indirect sur les ressources naturelles, les capacités énergétiques et l'environnement.

"Rendre l'administration publique verte" signifie également formuler une vision à partager avec et par la population et maintenir un engagement à trouver un équilibre entre les intérêts à court terme (économiques) et la durabilité à long terme. Le Conseil de l'Europe offre sans aucun doute une bonne plateforme pour l'échange et la promotion de bonnes pratiques dans ce domaine, entre autres dans le cadre de ses travaux sur la réforme de l'administration publique, la coopération régionale et transfrontalière et la bonne gouvernance démocratique.

Objectif

L'objectif de la conférence serait de présenter les meilleures pratiques des États membres, de discuter des opportunités et des défis pour l'administration publique ainsi que des moyens de renforcer la résilience et d'atténuer les risques. Les résultats des discussions alimenteront également un rapport sur l'administration publique verte que le CDDG est chargé de préparer.

Date et lieu

Mercredi 26 avril 2023 (juste avant la 17e plénière du CDDG des 27-28 avril 2023), au siège du Conseil de l'Europe à Strasbourg.

Audience / participants

Cette conférence d'une journée s'adresse aux membres du CDDG, aux experts et praticiens de l'administration publique verte, aux parties prenantes concernées, aux représentants de haut niveau et aux dirigeants locaux. Le ministre des affaires étrangères de l'Islande s'adressera aux participants dans le cadre de la présidence islandaise du CM.

Contenu

Il est proposé de se concentrer sur des exemples concrets à tous les niveaux de gouvernement, associés à une discussion de haut niveau sur le rôle de l'administration publique.

- **L'écologisation de l'administration publique : de la politique à l'action**

L'administration publique est idéalement placée pour prendre l'initiative car elle dispose d'un large répertoire d'instruments pour agir, notamment la fixation d'objectifs concrets, l'introduction de lignes directrices internes, la promotion de la budgétisation et des marchés publics écologiques, la mise en œuvre des meilleures pratiques, le soutien des efforts des homologues extérieurs et la sensibilisation des fonctionnaires. Cette section s'attachera à présenter les meilleures pratiques des États membres et des organisations internationales telles que l'OCDE, l'OSCE et l'UE et à identifier les facteurs de réussite et les moyens de surmonter les difficultés.

- **Administration publique verte : ce que les villes peuvent faire**

Au niveau local, les maires et les conseillers municipaux peuvent faire preuve de leadership en s'engageant à réduire les émissions de carbone et en soutenant des projets innovants, notamment par la société civile, les entreprises privées et le monde universitaire. Cette section explorera les choses à faire et à ne pas faire, mettra en lumière les enseignements tirés de différentes municipalités dans les États membres, attirera l'attention sur l'interaction avec les parties prenantes concernées et présentera des initiatives telles que la capitale verte européenne ou la ville une planète.

- **Discussion de haut niveau : Ouvrir la voie**

Il existe un consensus croissant sur l'urgence de prendre des mesures en faveur d'une économie à faibles émissions de carbone afin de pouvoir lutter contre le changement climatique et d'en atténuer l'impact à long terme, notamment en ce qui concerne la prévention de futures crises mondiales et transnationales d'une ampleur sans précédent. Cette section présentera une discussion de haut niveau sur le rôle de premier plan du secteur public et tirera des conclusions possibles pour les actions futures du CDDG et de son groupe de travail sur l'administration publique verte.